REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

ELECTIONS LÉGISLATIVES du 23 NOVEMBRE 1958

CHERS CONCITOYENS ET AMIS,

Le 23 novembre prochain, vous êtes appelés à élire un député pour la Circonscription de Nontron.

Vous le savez, les forces réactionnaires ont fait, ces mois derniers, de redoutables progrès auxquels nous nous sommes opposés avec vigueur.

Nous demeurons convaincus que l'union des forces républicaines, et notamment des communistes, des socialistes, des radicaux, aurait permis de faire passer dans les faits les aspirations que vous aviez exprimées le 2 janvier 1956.

Malheureusement, il n'en a pas été ainsi parce que de nombreux élus ont tourné le dos à leurs promesses dès le lendemain des élections. C'est la tête haute que nous nous présentons devant vous, parce que nous sommes les candidats d'un parti dont les paroles et les actes ont toujours été en accord.

C'est dans la même voie que nous entendons continuer si — comme nous vous le demandons — vous nous accordez votre confiance le 23 novembre prochain.

Tous nos efforts seront consacrés à mettre un terme à l'avance réactionnaire, à réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, à défendre pied à pied les intérêts des petits, de tous ceux qui vivent de leur travail, contre les gros qui vivent grassement du travail des autres.

Nous travaillerons sans relâche au regroupement indispensable de tous les républicains.

Quoique partisan d'une révision démocratique de la Constitution, nous considérons qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

1. — **RELEVEMENT DU NIVEAU DES MASSES POPULAIRES** par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales.

- Retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ;
- Suppression des abattements de zones de salaires ;
- Création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat ;
- Conclusion de la convention collective de la pantoufle ;
- Aide aux petits et moyens paysans, afin de sauver l'exploitation familiale ; ce qui suppose :
  - des prêts pour l'équipement et l'accession à la propriété ;
  - l'institution du Caisse d'assurance contre les calamités agricoles et la mortalité du bétail, et, en attendant, des mesures d'aide efficaces ;
  - Des crédits pour le paiement rapide de la ristourne de 15 % sur l'achat de matériels agricoles et pour l'amélioration de l'habitat rural.
  - la défense de nos cultures spécialisées (vigne - noix - tabac) ainsi que de l'élevage et de la production laitière.

2. — **PAIX EN ALGERIE PAR LA NEGOCIATION** avec ceux contre qui la France se bat et établir avec l'Algérie, comme avec tous les peuples coloniaux, — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

C'est le seul moyen pour sauvegarder les intérêts de la France, permettre le retour des jeunes dans leurs foyers, épargner aux familles les deuils et l'angoisse.

3. — **POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX** fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de la remilitarisation de l'Allemagne et la course aux armements.

Il faut le faire pour éviter la destruction du pays et de l'humanité.

Ainsi pourrait être aussi mis un terme à la présence déshonorante de généraux nazis (SPEIDEL - FOERTSCH) à la tête d'une partie de l'Armée française. Ainsi également pourraient être satisfaites les revendications matérielles et morales des Anciens Combattants, des Résistants, des Mutilés, des Veuves, des Orphelins, etc...

Vous avez trop souffert et trop combattu pour ne pas vouloir que la Patrie soit grande dans un monde pacifique.

4. — **REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT** frappant le grand capital et les profiteurs de guerre afin :

- de donner à l'industrie et à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture les moyens nécessaires à la grandeur française.

Ce qui, outre les mesures indispensables sur le plan national, exige des mesures en vue de :

- l'exploitation rationnelle des richesses du département : bois et dérivés, produits chimiques, cuirs et peaux, chaux et ciment, etc... ;
- l'utilisation rationnelle du gaz de Lacq ;
- la prospection systématique des ressources en pétrole et en uranium ;

Ces mesures permettraient de maintenir un complément industriel à l'économie agricole et à limiter l'exode rural ;

- de donner à la famille et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale.

Pour cela, il faut obtenir pour les Offices départementaux et locaux d'H.L.M. des crédits suffisants. Aider la construction familiale par tous les moyens.

Obtenir le respect des engagements pris envers les emprunteurs du Crédit Foncier et autres organismes.

Nous demanderons également le maintien du Tribunal Correctionnel de Nontron.

5. — **GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE** par la réforme démocratique et laïque de l'Enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

Des mesures sont urgentes dans ce département :

— Créer des Centres d'apprentissage dans les chefs-lieux les plus importants;
— Aborder la construction de l'Ecole Normale mixte à PERIGUEUX et des Groupes scolaires dans de nombreuses communes et chefs-lieux de canton;
— Obtenir des subventions pour les clubs sportifs, les Auberges de la Jeunesse, les Associations culturelles, les activités laïques, etc... et pour mettre en valeur les sites et monuments touristiques de la Circonscription.

6. — **RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :**

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, libertés syndicales, liberté de la presse et de réunion;
— par le contrôle du peuple sur ses élus;
— par une large autonomie communale et départementale et la réforme des finances locales.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Tel est le programme à la défense duquel nous entendons consacrer nos efforts.

Il est conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la Nation.

La loi électorale a pour unique objet de nous écarter de l'Assemblée. Nous en appelons à chacun, à chacune d'entre vous en leur demandant de ne pas permettre une telle injustice.

Répugnant aux questions de personnes, nous dirons peu de choses des autres candidats. L'essentiel est que voter pour l'un d'eux c'est renoncer à tout changement.

Georges Bonnet qui a conduit le pays à Munich et à la guerre et dont toute l'activité est liée à la politique de réaction, de misère et de guerre des gouvernements précédents est la personnification typique de la politique du passé consacrée au service des gros contre les ouvriers, les paysans travailleurs, les vieux et tous ceux qui travaillent.

Il s'est prononcé contre le financement du Fonds National Vieillesse de Solidarité, la réduction des abattements de zones, les 3 semaines de congés payés, le remboursement à 80 % des frais médicaux et pharmaceutiques, il s'est opposé à la discussion sur le relèvement de 20 % des prestations familiales et le 13e mois d'allocations familiales aux familles.

Il a soutenu de son vote toutes les mesures antipaysannes et toute la politique qui a acculé l'exploitation familiale aux pires difficultés, a aggravé la guerre en Algérie, engendré une fiscalité trop lourde et conduit au coup de force de Massu.

Les changements souhaités par le peuple ne peuvent se faire avec Bonnet mais contre les hommes qui, comme lui, ont le soutien des gros et du Clergé.

H. LAFOREST qui, tout comme BONNET, s'est fort bien accommoder du régime de PETAIN, est ce ministre coûteux et inutile qui symbolise la politique du passé dont le peuple ne veut plus.

Quant à M. ANDRIEU, il est le candidat de R. LACOSTE qui, élu pour faire la paix en Algérie, fit la guerre, et participa à la préparation du coup de force d'Alger après avoir juré son attachement à la démocratie.

Enfin, M. BOUTINEAU est le représentant des pires hommes du passé, des SOUSTELLE, MORICE, BIDAULT, ennemis jurés des travailleurs et représentants authentiques des capitalistes et des ultras colonialistes.

CHERS CONCITOYENS ET CONCITOYENNES,

Par-delà les appétits qui divisent les autres qui sont prêts à s'entendre demain comme hier sur le dos des travailleurs, nous vous demandons de vous déterminer par rapport aux intérêts du Pays et du Peuple et de donner à votre vote le sens de l'attachement à la Patrie et à la République, le sens de l'opposition à la politique du passé.

CONTRE LES HOMMES DE LA POLITIQUE DU PASSÉ;

POUR LA VICTOIRE DE LA REPUBLIQUE;

POUR L'AVENIR DE LA FRANCE;

VOTEZ UTILE, FAITES CONFIANCE A

PASSERIEUX Pierre

Membre du Bureau Fédéral du Parti Communiste Français
Ancien Candidat aux Législatives de 1956
Cheminot de Thiviers

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

REMPLAÇANT EVENTUEL :

AGARD Gabriel

Propriétaire exploitant
Maire du Bourdeix

PÉRIGUEUX IMP MODERNE.